



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
24 juin 2013
Français
Original: anglais

Comité des droits de l'homme 105^e session

Compte rendu analytique de la 2900^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le jeudi 12 juillet 2012, à 15 heures

Présidente: M^{me} Majodina

Sommaire

Examen des rapports soumis par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte
(suite)

Rapport initial des Maldives

Organisation des travaux et questions diverses

*Projet de déclaration préliminaire du Comité sur le renforcement des organes créés
en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (suite)*

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 15 h 5.

Examen des rapports soumis par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte (suite)

Rapport initial des Maldives (CCPR/C/MDV/1; CCPR/C/MDV/Q/1; et CCPR/C/MDV/Q/1/Add.1)

1. *Sur l'invitation de la Présidente, la délégation maldivienne prend place à la table du Comité.*
2. **M. Jameel Ahmed** (Maldives), présentant le rapport initial de son pays (CCPR/C/MDV/1), dit que son Gouvernement s'est doté d'une politique de protection des droits de l'homme et a adhéré aux principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme afin de veiller au respect des normes fondamentales relatives aux droits de l'homme au niveau national. Des avancées importantes avaient été enregistrées avant l'adoption de la nouvelle Constitution en 2008 avec, notamment, l'établissement d'une institution nationale des droits de l'homme, la nomination de premières magistrates et le lancement d'un programme de réforme. Depuis l'adoption de la nouvelle Constitution, qui comprend une charte des droits très complète, les premières élections multipartites libres et régulières ont été organisées, l'interdiction qui était faite aux femmes de se présenter aux élections présidentielles a été supprimée, toute une série d'organes de contrôle indépendants a été créée, dont une Commission des services judiciaires, une Commission de l'intégrité de la police et un bureau du procureur général, et des mesures ont été prises pour assurer la pleine indépendance de la justice. Une nouvelle loi interdisant la violence familiale, qui a bénéficié du soutien de tous les partis, a été également récemment promulguée.
3. Il est regrettable que malgré ces avancées, de nombreux textes législatifs qui figuraient dans le programme de réforme et sont nécessaires pour donner effet aux droits et principes consacrés par la nouvelle Constitution, n'aient pas dépassé le stade de rédaction et de discussion. Parmi les textes en instance, figurent les projets de loi sur la liberté d'information, sur la prison et la libération conditionnelle, sur l'égalité et la non-discrimination, sur le harcèlement sexuel, sur la santé mentale, sur la liberté de réunion, et sur la traite des êtres humains. En outre, de nombreuses institutions de premier plan, dont la Commission des droits de l'homme, s'emploient énergiquement à s'adapter aux changements instaurés par la nouvelle Constitution et à la transition vers une démocratie fondée sur les droits de l'homme, et ont été de ce fait incapables de s'acquitter efficacement de leur mandat. Le nouveau pouvoir judiciaire indépendant fait également face à des problèmes de capacité importants. Sur le plan international, des progrès considérables ont été effectués grâce à la ratification de plusieurs instruments fondamentaux relatifs aux droits de l'homme et à la présentation de rapports sur leur mise en œuvre, même si les mécanismes d'application de ces instruments doivent encore être renforcés dans une large mesure.
4. En 2012, les Maldives ont connu des changements significatifs qui ont eu des répercussions évidentes sur les droits protégés par le Pacte. L'arrestation et l'inculpation du Président de la Cour criminelle, **M. Abdullah Mohamed**, à la mi-janvier, et le refus du Président Nasheed de le libérer en dépit d'un arrêt en ce sens de la Cour suprême a provoqué des semaines de troubles qui se sont soldées par la démission du Président.
5. Le Vice-Président, M. Waheed, qui avait été légitimement élu en 2008 par scrutin populaire sur une candidature et un programme politique commun, a succédé au Président Nasheed. Bien que la prise de fonctions du Président Waheed ait plus constitué une continuité qu'une rupture du pouvoir et qu'elle ait été pleinement conforme aux dispositions constitutionnelles pertinentes, plusieurs partis ont mis en doute la nature et la

succession exactes des événements ayant conduit à la démission du Président Nasheed et à la légitimité du Gouvernement actuel, alimentant ainsi les tensions politiques. Afin de résoudre ces problèmes et divisions, le Président Waheed a établi une Commission nationale d'enquête chargée de faire la lumière sur les circonstances ayant conduit au transfert du pouvoir, d'identifier les auteurs de toutes les violations des droits de l'homme susceptibles d'avoir été commises et de paver la voie à la réconciliation et au dialogue. Cette Commission, qui est totalement impartiale et pleinement indépendante de toutes les branches du Gouvernement, devrait rendre ses conclusions d'ici à fin août 2012.

6. Dès sa prise de fonctions, le Président Waheed a également publié une feuille de route énonçant toute une série d'engagements pour résoudre la crise de gouvernance et les problèmes auxquels le pays fait face aux plans judiciaire et social et à consolider la démocratie naissante. Ces engagements portent, notamment, sur le rétablissement de la confiance de la population dans les institutions démocratiques par la protection de l'état de droit, la formation d'un gouvernement d'unité nationale, le respect des dispositions constitutionnelles et des droits de l'homme, la réforme de la justice, la protection la liberté des médias, et l'organisation d'élections libres et régulières en 2013. Il s'est également engagé à mener des pourparlers multipartites pour mettre un terme aux tensions politiques incessantes.

7. Les efforts déployés par le Président pour encourager le dialogue et rechercher un consensus ont permis aux Maldiviens, globalement, de continuer à vaquer à leurs activités quotidiennes, même si dans la capitale les manifestations régulièrement organisées par les partisans de l'ancien Président ont rendu quasiment impossible le retour à la normale. La veille de la présente séance, par exemple, le véhicule d'un Ministre a été incendié, six fonctionnaires de police ont été gravement blessés et plusieurs journalistes ont reçu des plaies à la tête. M. Jameel Ahmed tient toutefois à souligner qu'il est fait au minimum usage de la force et que les forces de l'ordre font preuve de la plus grande retenue et prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer la sûreté et la sécurité des citoyens.

8. Le Gouvernement est opposé à tous les actes de violence; or, les récentes manifestations ont été marquées par la violence. Les restrictions imposées à ces manifestations et les mesures prises par les forces de l'ordre pour disperser les manifestants sont conformes à la législation nationale et à l'obligation légale et morale des forces de police de protéger les citoyens et de veiller au respect du droit de réunion pacifique. Toutes les allégations de recours excessif à la force feront l'objet d'enquêtes qui seront menées par les mécanismes nationaux compétents.

9. S'agissant des progrès effectués par son pays dans la mise en œuvre du Pacte, M. Jameel Ahmed reconnaît que la modèle de présentation du rapport initial des Maldives, à savoir un document succinct portant spécifiquement sur le Pacte avec renvois au document de base commun (HRI/CORE/MDV/2010), a fait l'objet de critiques. À cet égard, il tient à souligner, en premier lieu, que le modèle retenu avait pour but d'accélérer la rédaction du rapport, en deuxième lieu, que son pays est un petit État en développement dont les moyens très limités rendent difficile la présentation de rapports distincts aux organes chargés de l'application des huit instruments relatifs aux droits de l'homme auquel il est désormais partie et, en troisième lieu, que tant le document de base commun que le rapport portant spécifiquement sur la mise en œuvre du Pacte ont été élaborés avec le concours du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

10. S'agissant du rang du Pacte en droit interne, l'article 93 de la nouvelle Constitution prévoit que les instruments juridiques internationaux doivent être transposés dans une loi pour pouvoir être applicables aux Maldives. Plusieurs projets de loi ont donc été élaborés pour mieux harmoniser la législation avec les obligations qui incombent aux Maldives en vertu du droit international des droits de l'homme. Plusieurs sont toujours en cours d'examen, dont une nouvelle législation de lutte contre le terrorisme ainsi qu'un projet de

loi portant modification du Code pénal qui est malheureusement en instance auprès du Parlement depuis plusieurs années. L'actuel Gouvernement espère toutefois qu'il sera approuvé avant les prochaines élections.

11. Des progrès notables ont été réalisés en matière d'égalité entre les hommes et les femmes et d'autonomisation des femmes et un nouveau ministère sur l'égalité des sexes, la famille et les droits de l'homme a récemment été établi et chargé de toutes les questions d'égalité et de discrimination. Le Gouvernement a également élaboré une politique nationale pour l'égalité hommes-femmes qui encourage une réelle parité et travaille actuellement à l'élaboration d'une législation nationale incorporant les droits et obligations établis par la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui a reçu le soutien de plusieurs partis politiques.

12. La transition démocratique a également affermi la position du pays en matière de prévention de la torture et de mauvais traitements en milieu pénitentiaire et des dispositions et garanties détaillées ont été incorporées aux paragraphes 45 et 46 de l'article 16. Ces dispositions n'ont cependant pas encore été invoquées par les tribunaux. Après la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture, un mécanisme interne de prévention de la torture a été établi au sein de la Commission des droits de l'homme et chargé d'effectuer des visites régulières dans les lieux de détention. Treize visites ont été organisées en 2009 et plusieurs rapports publiés. Il ressort de ces derniers que bien que toutes les prisons respectent les normes minima, elles sont en butte au caractère inadéquat des infrastructures, de la formation, des procédures et de la discipline, ce qui nuit aux droits et au bien-être des prisonniers et met en danger les agents pénitentiaires.

13. Les efforts déployés pour améliorer le système pénitentiaire ont, pour l'heure, essentiellement consisté à rénover la prison de Maafushi, à séparer les détenus en fonction de leur sexe et de la gravité des infractions commises, à rétablir le système de libération conditionnelle et les programmes de réhabilitation et de réinsertion, et à relancer les programmes de formation du personnel pénitentiaire. Le nouveau projet de loi relatif à la prison et à la libération conditionnelle, qui devrait être présenté sous peu au Parlement, permettra d'améliorer sensiblement la situation dans les prisons maldiviennes et de moderniser et de rationaliser le système pénitentiaire en privilégiant davantage la réinsertion.

14. S'agissant de la liberté religieuse, M. Jameel Ahmed dit que son Gouvernement n'envisage pas de retirer la réserve émise à l'article 18 du Pacte. La nationalité maldivienne et la religion musulmane sont étroitement liées et indissociables et la population est majoritairement attachée à ce que le pays demeure à 100% musulman, même si les résidents étrangers non musulmans sont autorisés à pratiquer d'autres religions en privé.

15. Le droit à la liberté de réunion sans autorisation préalable est garanti par la législation maldivienne et les manifestations et rassemblements sont autorisés, conformément aux droits constitutionnels de tous les Maldiviens. Malheureusement, veiller à l'exercice responsable de ce droit continue de poser problème du fait que certains secteurs de la société considèrent que la liberté de réunion est absolue. Les manifestations politiques sont, par exemple, souvent organisées tard le soir sans que les autorités concernées en aient été dûment notifiées, avec peu d'égards, voire aucun égard, pour les droits et le bien-être d'autrui.

16. La liberté de la presse s'est nettement améliorée. Un Conseil national indépendant des médias a été établi en tant qu'organe autonome et, en mai 2012, le Président a cessé de contrôler l'Office de radiodiffusion des Maldives, mettant ainsi un terme à la mainmise de l'État sur la radiodiffusion publique. Le nouveau Gouvernement prend également les mesures requises pour que les journalistes puissent travailler de façon sûre et efficace au cours de la prochaine période pré-électorale.

17. **M^{me} Adam** (Maldives), résumant et complétant les réponses écrites de son Gouvernement à la liste des points à traiter (CCPR/C/MDV/1/Add. 1), dit que les droits consacrés par le Pacte ne sont pas directement applicables aux Maldives mais qu'ils sont mis en œuvre par le biais de la Constitution et d'autres lois pertinentes de rang inférieur. La nouvelle Constitution de 2008 protège la grande majorité des droits énoncés dans le Pacte et officialise le mandat de la Commission des droits de l'homme, qui a été établie en 2003 conformément aux Principes de Paris.

18. En matière de lutte contre le terrorisme, les Maldives doivent, comme tous les autres États, parvenir à instaurer un équilibre entre la protection de la sécurité nationale et la protection des droits de l'homme et des libertés individuelles. La nouvelle législation de lutte contre le terrorisme, élaborée en 2008, permettra, une fois approuvée, de veiller à ce que la législation applicable dans ce domaine respecte pleinement les obligations internationales du pays, y compris celles contractées en vertu du Pacte.

19. S'agissant de la discrimination, M^{me} Adam dit que bien que la Constitution de 2008 prévoie que tous les citoyens jouissent des mêmes droits et libertés sans discrimination aucune, le Gouvernement reconnaît que le cadre législatif secondaire actuellement en vigueur doit améliorer la protection contre la discrimination et que d'autres mesures législatives devront être adoptées. Par exemple, bien que les Maldives aient pris de nombreuses mesures pour améliorer la condition de la femme dans la sphère publique et éliminer la discrimination sexiste dans l'emploi et d'autres domaines, les femmes sont toujours victimes d'une discrimination de fait. Les stéréotypes sexistes négatifs sont institutionnalisés et restent un important facteur d'inégalité. M^{me} Adam confirme, par ailleurs, que le Gouvernement n'envisage pas de retirer la réserve à l'article 16 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes pour ce qui a trait à la succession.

20. Le moratoire sur la peine de mort reste en vigueur mais un parlementaire qui n'occupe aucune charge a présenté un projet de loi portant modification de la loi sur la clémence au motif que la peine capitale permettra, selon lui, de réduire l'incidence des infractions violentes, qui sont en constante augmentation.

21. Comme le confirment les chiffres fournis en réponse à la question 9 de la liste des points à traiter, le nombre de plaintes relatives à des cas de torture et de mauvais traitements reçues par la Commission de l'intégrité de la police a très fortement augmenté depuis 2008, à mesure que cette instance s'est développée et étoffée. Depuis l'entrée en vigueur de la loi relative à la Police, deux personnes ont été inculpées, trois enquêtes sont actuellement menées concernant des allégations de torture et 100 fonctionnaires de police ont été révoqués pour faute.

22. Malgré la nette augmentation du nombre de cas de violence familiale signalés et d'enquêtes diligentées sur ces faits, le Gouvernement a conscience que ces chiffres ne reflètent pas encore précisément l'ampleur du problème. Les autorités espèrent que la mise en œuvre du projet de loi sur la violence familiale incitera davantage les victimes à porter plainte. Résolu à s'attaquer à la fois à la prévalence de la violence à l'égard des femmes et à la question de l'impunité, le Gouvernement a modifié, en février 2008, les directives pertinentes relatives à la détermination des peines afin de veiller à l'application de sanctions plus appropriées. Des programmes de formation et de sensibilisation des policiers, des juges et d'autres fonctionnaires de l'État traitant des questions de mauvais traitements à enfant, de violence familiale et de harcèlement sexuel ont également été réalisés.

23. Bien que la règle qui fixe la durée maximale de la garde à vue à vingt-quatre heures sans ordonnance du juge soit strictement respectée par l'actuel Gouvernement, il est évident qu'elle a été enfreinte à plusieurs reprises par le précédent Gouvernement. En dépit des intenses pressions nationales et internationales qui ont finalement abouti à la libération de

M. Abdul Gayoom, un parlementaire qui avait été arrêté et détenu arbitrairement en 2010, plusieurs personnalités politiques, y compris l'actuel Ministre de l'intérieur, ont eu à subir des injustices similaires en 2011. L'actuel Gouvernement apporte son plein appui aux institutions compétentes afin que les procédures légales soient respectées en matière d'arrestation et de détention.

24. La Constitution de 2008 dispose que le pouvoir judiciaire est un pouvoir distinct et indépendant de l'État et bien que son indépendance ait été de nombreuses fois mise en doute ces trois dernières années, l'actuel Gouvernement est résolu à défendre le principe de l'indépendance de la justice et continuera de s'inspirer des progrès enregistrés dans ce domaine.

25. Le Gouvernement n'envisage pas de lever les restrictions à la liberté de religion mais est déterminé à respecter la liberté d'opinion, d'expression et de réunion.

26. **M. O'Flaherty** considère que si les droits civils et politiques sont traités de façon plutôt approfondie dans le document de base commun, le modèle de présentation du rapport périodique choisi par l'État partie n'est en revanche pas particulièrement efficient. En outre, les organes créés en vertu des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme tendent de manière générale à considérer que les rapports intégrés ne sont pas utiles et que des rapports détaillés spécifiques à chaque instrument ainsi qu'un solide document de base commun à tous les organes sont nécessaires. M. O'Flaherty prie l'État partie de veiller à ce que sa procédure de présentation de rapports se conforme à l'avenir au cadre harmonisé d'établissement des rapports ou à la liste des points à traiter.

27. Bien que les informations supplémentaires fournies oralement par la délégation à la liste des points à traiter aient été fort utiles, M. O'Flaherty juge préoccupant que la délégation laisse entendre que les droits établis par le Pacte ont été dument transposés en droit interne par la Constitution. À titre d'exemple, la langue et la religion ne font pas partie de la liste des motifs prohibés de discrimination figurant dans la charte des droits inscrite dans la Constitution et l'article 16, qui permet de restreindre un droit ou une liberté consacré par la Constitution pour, le cas échéant, protéger les préceptes de l'islam, pose problème du fait de sa portée trop large. L'adoption d'un système moniste n'est pas essentielle, pour autant que le pouvoir judiciaire admette que les instruments internationaux peuvent être invoqués à des fins expressives. M. O'Flaherty souhaite savoir si l'État partie envisage cette possibilité ainsi que d'incorporer les dispositions du Pacte dans les programmes de formation du personnel de l'appareil judiciaire.

28. Notant, enfin, que le Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme n'a accordé à la Commission maldivienne des droits de l'homme que le statut de catégorie B parce que son mandat ne porte pas sur l'ensemble des libertés et droits fondamentaux et que les non-musulmans ne peuvent pas en devenir membres, M. O'Flaherty souhaite obtenir l'assurance que ces restrictions seront levées.

29. **M. Salvioli** prend note avec satisfaction des progrès réalisés par l'État partie et du retrait de sa réserve à l'article 17 du Pacte mais reste préoccupé par les obstacles persistants à la participation des femmes à la vie publique et politique et par le très faible nombre de femmes représentées au Parlement et au sein du pouvoir judiciaire. Compte tenu du fait que l'État partie reconnaît que les stéréotypes sexistes sont en grande partie responsables de cette situation, il souhaite savoir quelles stratégies permettent de lutter contre les stéréotypes, si des campagnes publiques de sensibilisation ont été réalisées, y compris dans les écoles, et si des quotas sont utilisés pour assurer une participation accrue des femmes à la vie politique.

30. Évoquant le lien étroit qui existe entre discrimination et violence familiale, M. Salvioli est également préoccupé par l'information selon laquelle une personne ne peut

être reconnue coupable de viol que si deux hommes ou quatre femmes ont été témoins de l'acte. Attendu que dans d'autres domaines du droit maldivien, le témoignage d'une femme vaut apparemment celui d'un homme, il invite la délégation à expliquer pourquoi tel n'est pas le cas dans les affaires de viol.

31. M. Salvioli prie instamment le Gouvernement d'inclure l'orientation sexuelle dans les motifs expressément prohibés de discrimination dans toute future loi d'interdiction de la discrimination et d'accélérer le processus de ratification de la Convention n° 111 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958.

32. Se référant au paragraphe 40 des réponses écrites des Maldives, M. Salvioli demande à la délégation d'expliquer pourquoi les femmes sont traitées différemment des hommes en matière de succession et comment ces différences peuvent être compatibles avec l'article 3 du Pacte. Il aimerait également savoir pour quelles raisons la loi interdit aux femmes musulmanes de se marier avec des ressortissants étrangers non musulmans et comment le fait que les homosexuels soient passibles d'ostracisme, voire de flagellation, peut être compatible avec l'article 6 de la Convention. Il demande par conséquent comment l'État partie peut affirmer qu'aucune loi n'exerce de discrimination expressément fondée sur l'orientation sexuelle.

33. Tout en soulignant que la discrimination à l'égard des femmes est répandue partout dans le monde, y compris dans les pays non musulmans et qu'elle n'est donc pas liée à la religion, M. Salvioli prie l'État partie de prendre des mesures pour lutter contre le machisme et les attitudes stéréotypées qui sont des éléments clés du maintien du statu quo.

34. **M^{me} Waterval**, évoquant le projet de loi portant modification de la loi sur la clémence, aimerait comprendre la différence qui existe entre un projet de loi soumis par un membre du Parlement qui n'occupe aucune charge et un projet de loi soumis par un membre du Parlement. Cette question est très préoccupante, car outre que le projet de loi en question rendra obligatoire l'exécution de la personne reconnue coupable de certains crimes si la peine capitale est confirmée par la Cour suprême, les mineurs pourront, dans certains cas, être tenus pénalement responsable de leurs actes. M^{me} Waterval aimerait connaître les conséquences éventuelles de l'adoption de ce texte et demande instamment à l'État partie d'adopter une loi interdisant purement et simplement la peine de mort. Elle souhaite également savoir si les Maldives envisagent d'abroger le texte s'il est voté par le Parlement afin de se conformer au Pacte.

35. **M. Thelin** partage les préoccupations de M. O'Flaherty concernant le modèle de présentation du rapport périodique des Maldives ainsi que celles exprimées par les orateurs précédents concernant le rang du Pacte dans l'ordre juridique interne car si les droits civils et politiques protégés par la Constitution sont subordonnés aux principes religieux, l'universalité de ces droits, établie par le Pacte, pourrait être remise en cause.

36. Reconnaissant que les événements récents ont vraisemblablement changé les perspectives en ce qui se rapporte à l'état d'urgence et à la lutte contre le terrorisme, M. Thelin souhaite savoir si le projet de loi sur la lutte contre le terrorisme, qui est en cours d'élaboration depuis quatre ans, tarde à être présenté en raison de problèmes d'ordre technique ou faute de soutien politique. L'approbation de ce texte se heurte-t-elle à des rivalités politiques semblables à celles qui s'opposent à l'adoption d'un nouveau Code pénal, comme le reconnaît avec franchise l'État partie?

37. Il ressort des réponses écrites des Maldives que l'indemnisation des victimes de l'attentat à la bombe à Sultan Park a été accordée non pas par des tribunaux mais par le Ministère du tourisme, ce qui est inhabituel. Il serait par conséquent intéressant de savoir pourquoi les tribunaux qui ont condamné les auteurs de cet attentat n'ont pas indemnisé les

victimes, si seuls des étrangers ont été blessés, et quel a été le montant des indemnisations octroyées.

38. Se référant au fait que l'État partie indique clairement qu'il n'a pas l'intention de lever sa réserve à l'article 18 du Pacte concernant la liberté de religion, M. Thelin dit que le paragraphe 109 du document de base des Maldives n'est pas aussi affirmatif. Le fait que les Maldives n'aient pas formulé de réserve aux articles 2, 20, 26 et 27 du Pacte montre que certains aspects de la liberté de religion sont respectés et qu'il semble, comme l'a relevé le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction dans un rapport de 2007, que la réserve à l'article 18 se limite à la liberté de manifester une religion ou une conviction et ne porte pas sur la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix. Si cette interprétation est correcte, M. Thelin ne voit pas pour quelle raison l'État partie ne peut pas retirer sa réserve.

39. Évoquant des informations alarmantes concernant la pratique systématique et endémique de la torture et l'absence de mécanisme approprié de traitement des plaintes, M. Thelin souhaite savoir si la Commission nationale d'enquête établie pour faire la lumière sur les événements qui ont eu lieu début 2012 sera également chargée d'enquêter sur toutes les allégations éventuelles de torture ou si les tribunaux seront seuls compétents en l'espèce. Étant donné que les protestations et les manifestations se poursuivent, il aimerait également savoir quelle autorité sera compétente pour connaître des événements qui se sont produits depuis le mois de février, puisque même si l'État partie affirme que l'usage de la force a été restreint au minimum, il est inévitable que des plaintes pour mauvais traitements seront déposées. La délégation a évoqué les paragraphes 45 et 46 de l'article 16 relativement à la prévention des actes de torture et de mauvais traitements mais l'on ne sait pas si ces dispositions figurent dans une loi en vigueur ou dans un projet de loi actuellement soumis au Parlement.

40. M. Thelin accueille avec satisfaction les données statistiques détaillées fournies concernant les plaintes reçues par la Commission de l'intégrité de la police, qui a été établie en 2008 en vertu de la loi relative à la Police. Il relève cependant que cette instance relève des forces de police et du Ministère de l'intérieur et se demande si elle jouit de l'indépendance requise pour traiter des plaintes visant des membres des forces de sécurité. Il note, en outre, qu'un pourcentage important de plaintes est rejeté et que le Bureau du procureur général n'en reçoit pas plus de trois par an. M. Thelin souhaite également recevoir des renseignements au sujet des mécanismes d'examen des plaintes de détenus pour mauvais traitements imputés au personnel pénitentiaire. Notant que les forces de défense et les forces de police collaborent par mesure d'économie, il souhaite savoir comment sont examinées les plaintes pour mauvais traitements imputés aux des forces de défense. Les victimes saisissent-elles la Commission des droits de l'homme, par exemple, ou s'adressent-elles au Bureau du procureur ou aux services de police?

41. M. Thelin cite un rapport publié en juin 2012 par l'ONG internationale Redress, qui a enquêté sur la pratique de la torture aux Maldives au cours de la période comprise entre 1978 et 2008 et recueilli le témoignage de victimes. Ce rapport cite 24 cas de torture, dont aucun n'a été examiné par le système de justice pénale. Selon Redress, de nombreuses personnes interrogées ont évoqué des actes graves et répétés de violences et de mauvais traitements commis contre des détenus et évoquent des pratiques telles que le maintien en suspension, des coups de poing, de matraque et de pied, le bandage des yeux et le port de menottes, le déboîtement d'articulations et les os fracturés, la noyade ou l'immersion dans la mer et des réservoirs d'eau, les brûlures, l'aveuglement au moyen de lampes puissantes; certains auraient été attachés à un arbre pendant plusieurs jours et un détenu aurait même été attaché à la cage d'un crocodile. Les violences et humiliations sexuelles seraient également monnaie courante. De nombreux témoignages donnent à penser que la seule limite à la torture et aux mauvais traitements était l'imagination des agents responsables.

Certes, les exactions présumées ont eu lieu sous le régime précédent mais l'actuel Gouvernement est néanmoins tenu de mener des enquêtes sur ces faits et d'en traduire les auteurs en justice car si le climat d'impunité perdure, les coupables continueront de maltraiter les personnes placées sous leur autorité.

42. Remarquant que le paragraphe 55 des réponses à la liste des points à traiter indique que la Commission de l'intégrité de la police n'a pas le pouvoir de recommander la réhabilitation et l'indemnisation des victimes, M. Thelin souhaite savoir si les demandes d'indemnisation doivent être adressées aux tribunaux et si des mesures sont prises pour corriger cette situation.

43. M. Thelin se félicite de la promulgation de la loi contre la violence familiale et des modifications apportées aux directives pertinentes relatives à la détermination des peines afin que les auteurs de violences sexuelles soient condamnés à des peines plus appropriées. Il serait utile de savoir si les condamnations rendues consistent majoritairement en des amendes ou en des peines de prison, le paragraphe 61 des réponses des Maldives n'étant pas très clair à ce sujet.

44. M. Thelin note que l'État partie est passé du système de la preuve basée sur la confession à un système scientifique d'établissement de la preuve mais remarque que la loi islamique reste applicable aux relations sexuelles hors mariage lesquelles, faute d'aveux, requièrent pour être avérées le témoignage de quatre hommes. Cette disposition est contraire au Pacte. Le viol conjugal devrait sans aucun doute être érigé en infraction. M. Thelin souhaite savoir s'il existe des foyers d'accueil des femmes victimes de violences sexuelles aux Maldives.

45. Selon le rapport parallèle de la Commission des droits de l'homme, il n'existe pas aux Maldives de loi interdisant les châtiments corporels à l'école même s'ils sont proscrits par le Ministère de l'éducation, alors que le paragraphe 72 des réponses écrites indique que les châtiments corporels sont interdits par la loi. M. Thelin demande des clarifications sur ce point.

46. Il serait utile de savoir quels crimes sont passibles de flagellation en vertu de la charia et si de telles condamnations ont effectivement été prononcées, d'autant qu'il est indiqué au paragraphe 75 des réponses écrites que les femmes sont plus susceptibles d'être flagellées en public que les hommes. Le Gouvernement s'emploie apparemment à veiller à ce que de telles sanctions ne soient pas appliquées de façon discriminatoire mais M. Thelin considère que le meilleur moyen serait de les abolir complètement.

47. **Sir Nigel Rodley**, évoquant le changement de pouvoir qui a eu lieu en février 2012, note que la délégation affirme que M. Nasheed et M. Waheed ont été élus à l'issue d'un scrutin populaire, sur une candidature conjointe et un programme politique commun. L'article 112, alinéa b), de la Constitution prévoit que tout candidat à l'élection présidentielle doit annoncer publiquement le nom du Vice-Président qu'il a choisi. Apparemment, les deux personnes en question ont respecté cette obligation mais il serait intéressant de savoir si le nom du Vice-Président choisi, à savoir M. Waheed, figurait sur les bulletins de vote.

48. Sir Nigel Rodley note que le Président Waheed s'est engagé à organiser des élections libres et régulières en 2013 et demande s'il était antérieurement prévu de tenir des élections à cette date. Lors du transfert de pouvoirs, le Gouvernement a indiqué que des élections auraient lieu en 2012 mais a ensuite changé d'avis. Jugeant que le nouveau Gouvernement devrait être considéré légitime par la population, Sir Nigel Rodley souhaite savoir pour quelle raison le Gouvernement a changé ses plans.

49. Prenant note de l'allégation selon laquelle la lettre de démission de l'ancien Président a été obtenue sous la contrainte, Sir Nigel Rodley attend avec intérêt les

conclusions de la Commission nationale d'enquête qui devraient être publiées en août 2012. Indépendamment de celles-ci, la polarisation du pays est telle qu'il faudrait peut-être préparer la société maldivienne afin de garantir le maintien de l'ordre public. Il relève que dans sa présentation liminaire orale, la délégation a indiqué que les habitants des Maldives ont pu continuer à vivre normalement mais que de violentes manifestations ont rendu la vie dans la capitale impossible. Davantage d'informations sur les efforts déployés par la société maldivienne pour mettre un terme à une situation visiblement très inquiétante seraient bienvenues.

50. **M. Iwasawa** regrette que le rapport initial des Maldives, même s'il a été soumis relativement rapidement comparé à ceux d'autres États parties, ne respecte pas les directives révisées du Comité (CCPR/C/2009/1) adoptées en octobre 2010, même si le document de base (HRI/CORE/MDV/2010) est relativement détaillé et contient de nombreux éléments se rapportant au Pacte. M. Iwasawa reconnaît également que les Maldives sont un petit État insulaire en développement qui ne dispose pas de tous les moyens nécessaires pour soumettre des rapports aux nombreux organes conventionnels. En outre, les réponses écrites des Maldives sont très fouillées.

51. M. Iwasawa prie les autorités maldiviennes de s'attacher à l'avenir à respecter la nouvelle procédure établie par le Comité en vertu de laquelle les réponses à la liste de points à traiter transmise avant la soumission des rapports périodiques constituent leur rapport.

52. **M. Neuman**, évoquant le projet de loi relatif à l'application de la peine de mort, attire l'attention de la délégation sur le paragraphe 4 de l'article 6 du Pacte qui dispose que tout condamné à mort a le droit de solliciter la grâce ou la commutation de la peine et que l'amnistie, la grâce ou la commutation de la peine de mort peuvent dans tous les cas être accordées. L'État partie n'a pas formulé de réserve concernant cette disposition lors de son adhésion au Pacte. La réserve émise par les Maldives à l'article 18 ne s'applique pas à l'article 6.

53. **M. Ben Achour** dit que la Constitution maldivienne, élaborée en 2008, contient des dispositions analogues aux dispositions constitutionnelles de la plupart des pays musulmans. Le chapitre 2 énonce les libertés et droits fondamentaux universellement reconnus. L'article 2 indique toutefois que les Maldives sont une république fondée sur les préceptes de l'islam et que les libertés et les droits sont garantis, à condition qu'ils soient compatibles avec ces préceptes. La place que la Constitution accorde à la religion a donc une incidence directe sur tout ce qui a trait à la famille, aux femmes, à la nationalité, au droit pénal et à de nombreuses autres questions. M. Ben Achour prie l'État partie de s'inspirer d'une interprétation moderniste de l'islam pour concilier autant que possible principes religieux et droits de l'homme universellement reconnus.

54. M. Ben Achour demande dans quelle mesure la législation pénale maldivienne autorise les châtiments corporels tels que la flagellation, la lapidation, l'amputation et d'autres sanctions découlant du droit islamique.

55. Indiquant que plusieurs ONG estiment que les autorités maldiviennes ne prennent pas de mesures assez résolues pour prévenir le recours à la violence par les forces de police, en particulier contre les opposants politiques du Gouvernement, M. Ben Achour souhaite savoir quels dispositifs ont été établis pour surveiller et sanctionner les comportements abusifs, en particulier des policiers.

56. **M. Bouzid** dit qu'il ressort du paragraphe 75 des réponses à la liste des points à traiter que la flagellation n'est pas prévue par le Code pénal. Notant que ce châtiment est cependant imposé pour réprimer certaines infractions prescrites par la charia, il souhaite savoir s'il est le fait de juridictions ordinaires ou de tribunaux spéciaux de la charia.

57. Relevant que le même paragraphe indique que les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'être flagellées en public bien que l'utilisation de preuves médico-légales puisse permettre de remédier à cette discrimination, M. Bouzid demande si ce type de preuves est désormais utilisé dans les affaires d'adultère. Il souhaite également savoir si le Gouvernement envisage d'abolir la flagellation.

La séance est suspendue à 17 h 15; elle est reprise à 17 h 20.

Organisation des travaux et questions diverses

Projet de déclaration préliminaire du Comité sur le renforcement des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (suite)

58. **La Présidente** invite les membres du Comité à examiner le texte du projet de déclaration liminaire qui leur a été distribué (document sans cote distribué en séance).

Préambule.

59. **M. Thelin** estime que l'adjectif «additionnelles» qui figure dans la nouvelle version de la troisième phrase du préambule «le Comité reconnaît que le système doit être renforcé, y compris par l'octroi de ressources additionnelles adéquates» ("The Committee agrees that the system is in need of strengthening, including through the receipt of adequate additional resources") peut prêter à confusion et propose de modifier la fin de cette phrase comme suit: «y compris en mettant à sa disposition des ressources suffisantes et régulières» ("including through sufficient and sustained resourcing").

60. *Il en est ainsi décidé.*

61. **M. Neuman** dit qu'il n'a proposé de mentionner que la première et la troisième des obligations évoquées à la dernière phrase («le Comité rappelle que le processus intergouvernemental doit respecter l'intégrité des organes conventionnels concernés, suivre une approche multipartite, respecter la capacité des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme à décider de leurs propres méthodes de travail et règles de procédure et garantir leur indépendance») ("The Committee recalls that the intergovernmental process must respect the integrity of the respective treaties, embrace a multi-stakeholder approach, respect the powers of the treaty bodies to decide on their own working methods and rules of procedure and guarantee their independence"). Il ne s'oppose pas à ce qu'il soit fait allusion à la nécessité de garantir l'indépendance des organes conventionnels mais n'est pas certain qu'il faille recommander de suivre une approche multipartite, étant donné que la base légale pour ce faire est plutôt ténue. Il suggère donc de supprimer la référence à cette approche.

62. **M. O'Flaherty** explique que cette phrase reprend les suggestions formulées par plusieurs membres du Comité. Il approuve la suppression de la référence à une approche multipartite.

63. **M. Thelin** propose de supprimer le membre de phrase «suivre une approche multipartite» et de conserver la référence à l'indépendance des organes conventionnels.

64. **Sir Nigel Rodley** dit que le fait d'indiquer que l'indépendance des organes conventionnels doit être assurée pourrait donner l'impression indue que le Comité est sur la défensive et qu'il craint que son indépendance soit menacée. Il préférerait qu'il ne soit pas non plus fait allusion à cette question.

65. **La Présidente** partage le point de vue de l'orateur précédent, craignant que ce paragraphe sous-entende implicitement que le Comité est sur la défensive, alors que l'indépendance des organes conventionnels devrait aller de soi.

66. **M. Thelin** considère opportun de rappeler aux États que les organes conventionnels travaillent en toute indépendance et estime que la référence à la nécessité de garantir cette indépendance doit être maintenue.

67. **M. O’Flaherty** approuve le point de vue de M. Thelin.

68. *Le préambule, ainsi modifié, est adopté.*

Paragraphe 1

69. **M. Flinterman** propose de supprimer, à la deuxième phrase, l’adverbe «plus» dans l’incise «tout en reconnaissant parallèlement ses conséquences plus problématiques» (“while also acknowledging its more challenging consequences”).

70. *Le paragraphe 1, ainsi modifié, est adopté.*

Paragraphes 2 à 4

71. *Les paragraphes 2 à 4 sont adoptés.*

Paragraphe 5

72. **M. Kälin** propose de remplacer, à la dernière phrase, l’expression «à condition que cela soit conforme aux dispositions des instruments» par «à condition, toutefois, que cela soit conforme aux dispositions des instruments pertinents» puisque les organes créés en vertu d’instruments internationaux relatifs aux droits de l’homme diffèrent sur plusieurs plans.

73. *Le paragraphe 5, ainsi modifié, est adopté.*

Paragraphe 6

74. **Sir Nigel Rodley** dit que le terme «préoccupation» est employé à mauvais escient car il est associé aux observations du Comité concernant les situations qui posent problème dans les États parties. Il propose de le remplacer par les mots «doute», «scepticisme» ou «appréhension».

75. **M. O’Flaherty** suggère d’employer le mot «inquiétude».

76. *Le paragraphe 6, ainsi modifié, est adopté.*

Paragraphe 7

77. **M. Bouzid** dit que ce paragraphe devrait être rédigé dans des termes plus forts à l’effet d’indiquer que le Comité doit encourager le règlement à l’amiable de certaines communications par les États parties, pour autant qu’ils respectent les principes établis par le Pacte et qu’ils ont acceptés en y adhérant.

78. **M. O’Flaherty** dit que le Groupe de travail a également considéré dès le début de ses discussions qu’il convient d’encourager les règlements à l’amiable mais qu’il est évident que certains points doivent encore être clarifiés. Le paragraphe est donc libellé de façon délibérément retenue.

79. **M^{me} Waterval** fait observer que ni le Pacte ni le Protocole facultatif s’y rapportant ne font mention du règlement à l’amiable et considère que la question devrait être discutée plus avant.

80. **M. Salvioli** dit que les règlements à l’amiable sont importants parce que les États ont souvent tendance à respecter davantage les accords conclus avec des requérants. Il faut toutefois veiller à ce que les organes conventionnels puissent approuver ou rejeter ces

règlements parce que les États exercent parfois des pressions sur les victimes présumées pour qu'elles acceptent un règlement qui ne respecte pas les normes internationalement établies en matière de droits de l'homme.

81. **M. Rivas Posada** dit qu'il faut établir une distinction claire entre le fait d'encourager ou d'accueillir avec satisfaction les règlements à l'amiable et le fait d'y contribuer activement ou d'effectuer une médiation entre les parties, procédé qui serait dangereux et inacceptable. Le fait que les États et les victimes présumées ne disposent pas des mêmes armes permet, à juste titre, de douter des règlements à l'amiable et c'est cette préoccupation qui est légitimement exprimée ici.

82. **M. Flinterman** juge préférable de maintenir le paragraphe en l'état.

83. **M. Thelin** approuve cette proposition.

84. **M. Kälin** propose d'ajouter à la fin de la deuxième phrase, l'expression «ainsi que du rôle que les organes conventionnels devraient jouer en la matière» ("as well as what would be the proper role of the treaty bodies in this regard").

85. **Sir Nigel Rodley** dit que le Comité devra veiller à ce que les règlements à l'amiable soient le fruit d'un libre-arbitre et non d'un déséquilibre des forces. Ce paragraphe n'est toutefois qu'une observation préliminaire sur la question et doit donc, de ce fait, observer une certaine neutralité. Le paragraphe ne dit pas que le Comité approuve la proposition mais indique seulement qu'il la trouve intéressante. Celui-ci peut donc, à son sens, être adopté avec ou sans la modification proposée.

86. **La Présidente** indique, en sa qualité de membre du Groupe de travail, qu'elle juge le texte satisfaisant en l'état puisqu'il reconnaît que de nombreuses questions pourraient conduire à des abus. Elle ne s'oppose toutefois pas non plus à l'ajout proposé par M. Kälin.

87. *Le paragraphe 7, ainsi modifié, est adopté.*

Paragraphe 8

88. **M. O'Flaherty** indique que ce paragraphe a été ajouté au projet parce que dans le cas inverse, cela aurait pu suggérer que le Comité tente d'esquiver une question délicate.

89. **M. Rivas Posada** considère que le Comité n'a pas à exprimer une opinion sur une question qui a une incidence directe sur ses membres ou qui porte sur la conduite de ces derniers.

90. **M. Bouzid** ne comprend pas pourquoi le Comité doit indiquer qu'il ne se prononcera pas sur cette question et considère que ce paragraphe doit être supprimé.

91. **M. Thelin** dit que la suppression de ce paragraphe poserait davantage de problèmes que son maintien, car il indique que le Comité n'a pas omis de tenir compte de cette question.

92. *Le paragraphe 8 est adopté.*

Paragraphes 9 à 14

93. *Les paragraphes 9 à 14 sont adoptés.*

94. **M. O'Flaherty** juge important que cette déclaration préliminaire soit rendue publique dès que possible et portée à l'attention des États Membres de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il demande au secrétariat de faire en sorte qu'un membre du Comité puisse participer aux discussions thématiques visant à renforcer et améliorer le fonctionnement effectif de l'ensemble des organes conventionnels chargés des droits de l'homme qui auront lieu à New York du 16 au 18 juillet 2012.

95. **M. Thelin** dit que tout l'enjeu est de veiller à ce qu'un membre du Comité expose le point de vue de celui-ci et le fasse connaître aux participants au débat thématique. Il est important que le Comité y soit représenté puisque les Présidents d'autres organes conventionnels seront également présents. Puisque la Présidente du Comité des droits de l'homme n'est pas en mesure d'accepter cette invitation, M. Thelin propose que le Comité convienne d'être représenté par M. O'Flaherty, en sa qualité de Vice-Président et de membre du Comité qui connaît parfaitement le sujet.

96. **Sir Nigel Rodley** dit qu'il faut non seulement rendre publique cette déclaration préliminaire mais aussi la transmettre aux parties prenantes particulièrement concernées, tels que le Président de l'Assemblée générale, les cofacilitateurs du processus intergouvernemental de l'Assemblée générale visant à renforcer et améliorer le fonctionnement effectif de l'ensemble des organes conventionnels chargés des droits de l'homme et le Président du Conseil des droits de l'homme, et les informer que cette déclaration a également été communiquée aux autres organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

97. **M. O'Flaherty** propose que le secrétariat adresse également cette déclaration aux 167 États parties au Pacte afin de garantir sa diffusion la plus large possible.

98. **La Présidente** dit qu'il a été décidé à la séance précédente qu'un membre du Comité le représenterait au débat thématique de New York, dans l'attente du règlement de certaines questions d'ordre technique, dont la réception d'une invitation officielle. Le secrétariat transmettra la déclaration préliminaire du Comité aux destinataires mentionnés, aux Présidents des autres organes conventionnels et si possible à tous les États Membres de l'Assemblée générale étant donné que le renforcement du système des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme incombe à l'Assemblée générale.

99. **M. O'Flaherty** dit que la question de son autorisation de voyage à la réunion de New York n'est pas encore réglée.

100. **La Présidente** croit comprendre que cette question ne devrait pas poser d'obstacle majeur.

101. **M. Walker** (Secrétariat) dit que les cofacilitateurs du processus ont informé le secrétariat que les organes conventionnels seraient représentés au débat thématique par le Président et le Vice-Président de la Réunion des Présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et que, par conséquent, aucune invitation officielle ne sera adressée à cette fin au Comité des droits de l'homme. Le processus est toutefois ouvert aux observateurs et les membres du Comité pourront donc y participer en cette qualité. Le secrétariat n'a cependant malheureusement pas les moyens de financer leur voyage.

102. **M. Thelin** s'insurge énergiquement contre le fait que le secrétariat n'aide pas le Comité à donner suite à l'une de ses décisions à un moment aussi crucial du renforcement du système des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

103. **M. Salvioli** dit que puisque les 18 membres du Comité n'ont pas tous participé à la présente session, les économies ainsi réalisées pourraient être mises à profit pour financer le voyage de M. O'Flaherty à New York.

104. **M^{me} Waterval** appuie cette proposition.

105. **Sir Nigel Rodley** désapprouve cette proposition et considère que le Comité commence à se comporter de façon indigne. Le manque de ressources n'est pas la question essentielle. Il est tout à fait regrettable que le secrétariat n'ait pas trouvé le moyen d'obtenir

une invitation à la réunion de New York et c'est cette question, plus que celle du financement des frais de voyage, qui devrait à son sens être discutée dans les prochaines vingt-quatre heures.

106. **La Présidente** dit qu'il est encore temps de voir avec le secrétariat comment ce problème peut être résolu.

La séance est levée à 18 h 5.